

## **II. Tweede Wereldoorlog / Seconde Guerre mondiale**

EMMANUEL DEBRUYNE

«La guerre secrète des espions belges 1940-1944»

Bruxelles, Racine, 2008, 389 p.

Je me permettrai, pour une fois, d'adopter un ton personnel dans ce compte rendu. En effet, le sujet qu'Emmanuel Debruyne avait choisi pour sa thèse de doctorat (défendue en 2006, dont le livre recensé est une synthèse), me tient particulièrement à cœur. Grâce à José Gotovitch, à l'époque directeur de ce qui allait devenir le CEGES, j'ai connu la grande faveur de pouvoir étudier à partir de la fin des années 80, en quelque sorte au titre de successeur de feu Jean Dujardin, les réseaux de renseignement pro-alliés que la Belgique a connus pendant la Seconde Guerre mondiale. Je ne sais pas pour autant – j'en

doute même – si ma démarche a tout à fait satisfait mon ami José. Ce qui m'intéressait avant tout, c'était la description analytique du mode de fonctionnement de ces réseaux, même réseau par réseau, alors que José Gotovitch, je pense, souhaitait davantage une analyse sociologique globale, voire socio-politique. La thèse de doctorat d'Emmanuel Debruyne, dont j'ai suivi de près la genèse, répond à mon sens beaucoup plus au vœu de l'ancien directeur du CEGES. C'est dire, d'emblée, que son livre est une synthèse magistrale de quasi tous les éléments qui sont aujourd'hui connus sur le sujet. Debruyne avait d'ailleurs déjà fait ses preuves dans un ouvrage remarquable consacré aux réseaux de la Grande Guerre <sup>1</sup>.

La documentation que Debruyne a pu utiliser est impressionnante. Le CEGES, par exemple, conserve des fonds très importants se rapportant aux réseaux au sens large (y compris les lignes d'évasion et les groupes de sabotage dépendant de Londres). Il dispose ainsi d'une partie des archives de Zéro (et de ses secteurs Eva et Portemine), de Clarence, de Mill, de Boucle, de Tégat, de Luc-Marc, et de fonds plus réduits des réseaux Ali-France et Martiny-Daumerie, sans parler de fonds privés et des transcriptions de nombreuses interviews d'anciens des réseaux, et non des moindres. Le CEGES conservait aussi au moment de la recherche d'Emmanuel Debruyne les archives du Haut Commissariat à la Sécurité de l'État de Londres, dans lesquelles se trouvent un grand nombre

<sup>1</sup> LAURENCE VAN YPERSELE & EMMANUEL DEBRUYNE, *De la guerre de l'ombre aux ombres de la guerre. L'espionnage en Belgique durant la guerre 1914-1918 : histoire et mémoire*, Bruxelles, Labor, 2004.

de dossiers se rapportant aux réseaux<sup>2</sup>. Mais la documentation la plus importante en sa possession est celle du fonds 'Sûreté de l'État-Londres', qui fut déposé au CEGES en 1993. J'ai eu le privilège d'être un des premiers à pouvoir consulter ces quelque 30.000 dossiers individuels et dix mètres courants de documentation générale se rapportant aussi bien aux réseaux qu'au rôle de la Sûreté de l'État et de ses antennes en Espagne, en Suisse et en Suède (j'ai dressé un inventaire sommaire de la documentation générale en 1994). Connaissant donc ce fonds... à fond, je peux affirmer que Debruyne a réussi le tour de force de survoler la totalité du terrain tout en faisant preuve d'une excellente connaissance de tous les réseaux, sans toutefois en privilégier un<sup>3</sup>.

Le livre est bâti autour de cinq grands thèmes : la vie et la mort des réseaux (évolution générale de 1940 à 1944), les rapports avec Londres (le chapitre le plus important, qui comprend plus de cent pages), le renseignement proprement dit, finalité de l'existence des réseaux (nature, acquisition, transmission), l'analyse sociologique du monde des agents, et un chapitre final consacré à l'étude psychologique de la vie de l'agent. Parmi les sections présentant des données absolument nouvelles, il y a celle du second chapitre (relations avec Londres) consacrée au financement des réseaux. Il est vrai que l'auteur avait déjà publié cette analyse, et ce de manière plus

complète, mais il l'avait fait dans la revue du CEGES à diffusion somme toute plus restreinte qu'un livre<sup>4</sup>.

L'étude sociologique, si elle ne présente pas de surprises, n'en est pas moins remarquable. Debruyne a créé une banque de données à partir des dossiers individuels établis par la Sûreté de l'État. Cet échantillon reprend un agent sur cinq, c'est-à-dire 3.853 individus représentant cette 'société secrète', selon les critères suivants : l'année d'engagement (la plupart sont entrés en 1942), le sexe (83,6 % hommes contre 16,4 % de femmes), la classe d'âge (la plupart des agents ont entre 25 et 44 ans au moment de leur activité), le niveau d'études, la catégorie socioprofessionnelle (la plus importante en chiffres est celle des employés). Debruyne a également analysé la répartition géographique et linguistique des agents de son échantillon (Brabant, Liège et francophones sont les plus représentés). Il examine également le rôle de la famille, du monde professionnel, des 'communautés de conscience' et des 'communautés d'expérience' pour circonscrire les viviers dans lesquels des liens existants peuvent contribuer au recrutement. À juste titre, Debruyne consacre une section spéciale au rôle des femmes, dont la sous-représentation par rapport à la population globale n'étonne pas. En effet, les réseaux n'existent pas dans le vide mais sont le reflet partiel de la société de l'époque – Debruyne le répète plusieurs fois, et il a raison de le

<sup>2</sup> Aujourd'hui, ces archives reposent aux AGR.

<sup>3</sup> En 2003, il avait déjà publié un ouvrage basé sur son mémoire de licence consacré en 1998 au seul réseau Tégal : *C'était Tégal. Un service de renseignements en Belgique occupée, 1940-1944*, Bruxelles, Labor.

<sup>4</sup> EMMANUEL DEBRUYNE, "Le nerf de la guerre secrète. Le financement des services de renseignements en Belgique occupée, 1940-1944", in *Cahiers d'histoire du temps présent*, n° 13-14, 2004, p. 223-265.

faire. Cela implique souvent que des rôles 'secondaires' sont attribués aux femmes (courriers, 'intendance', boîte aux lettres), mais Debruyne souligne à juste titre que ces tâches sont très importantes pour un réseau qui dépend aussi de la bonne marche de cette infrastructure.

Deux aspects de cette analyse sociologique mériteraient d'être approfondis, même si les difficultés d'interprétation semblent presque insurmontables. Il y a d'abord le clivage linguistique. Comment expliquer que le groupe néerlandophone, pourtant majoritaire dans le pays, est à ce point sous-représenté (14 à 20 % d'agents d'expression néerlandaise contre 52 % de Flamands pour la totalité de la population) ? Certes, l'État belge (auquel un certain nombre de Flamands s'identifient mal à l'époque) est en 1940, pour de nombreux francophones présents dans la sphère publique, un État dans lequel vivent, un peu comme par un hasard malheureux, des gens qui parlent le néerlandais ou un patois flamand. Pour les autres, l'usage du français comme unique langue véhiculaire est évident. Même un grand service comme Luc-Marc, qui dispose de vastes secteurs en Flandre, est dirigé par quelqu'un qui ne comprend pas un mot de néerlandais. Il s'ensuit que les chefs de secteur seront plus facilement portés à rédiger leurs rapports en français; peut-être même rempliront-ils leurs formulaires d'après guerre en vue de leur reconnaissance dans cette langue. Il est vrai que le chef de Marc, Max Londot, aux sympathies wallonnes avérées, a comme adjoint un Flamand, Henri de Saedeleer, dont la maîtrise du français est ceci dit parfaite, et cette direction bicéphale semble fonctionner à merveille : ce qui compte, c'est la fin de l'occupation.

Après, on verra. Ces constatations ne répondent pas, toutefois, à la question de savoir pourquoi les néerlandophones sont minoritaires à ce point. Il me semble que la tentative d'explication de Debruyne, tenant largement compte de l'évolution de la 'société flamande' après 1918 et des réactions à celle-ci dans le monde francophone, est très valable. Je voudrais à ce sujet signaler un détail qui, en soi, en dit long. Lorsqu'il est question, en août-septembre 1940, d'envoyer Constant Martiny, un Wallon domicilié à Bruxelles réfugié à Londres, comme agent secret en Belgique, ce dernier note dans son carnet personnel que les Britanniques ne veulent pas d'agents flamands en raison de l'expérience de 14-18, l'activisme donc.

Le duo Londot-de Saedeleer incarne encore un autre clivage possible signalé par l'auteur mais peu développé faute d'éléments précis : les contradictions politiques ou philosophiques qui peuvent avoir existé au sein des réseaux, même si, en principe, le renseignement se veut apolitique. La tendance libérale, soit plutôt droitiste, du chef de réseau Max Londot ne l'a pas empêché de collaborer harmonieusement avec son adjoint issu de la mouvance socialiste. Des dissensions philosophiques se sont fait jour à d'autres occasions, par exemple à l'occasion de la prestation de serment exigée en 1943 par le chef de Clarence, qui insistait assez lourdement sur l'aspect chrétien de l'engagement. Un certain nombre d'agents ont, à cause de cette intransigeance, préféré quitter le service. Ces quelques éléments semblent indiquer que les clivages belges traditionnels n'étaient pas absents dans les réseaux, même si l'apolitisme était officiellement de mise.

Dans le même ordre d'idées, Debruyne signale l'attitude parfois très critique de certains chefs de réseau ou d'agents subalternes vis-à-vis des politiciens, et même à l'égard du gouvernement en exil, dont, dans une certaine mesure, ils dépendaient. Ainsi, un catholique de droite comme Pierre Bouriez ('Sabot'), une des figures les plus importantes et les plus discutées des réseaux belges de France, ne ménage pas son mépris pour la 'politicaïlle' de Londres (il n'apprécie pas non plus la présence de femmes dans les réseaux). Ceci nous mène à un autre aspect de la vie des services de renseignement, bien développé par l'auteur. C'est le fait qu'entre chefs de réseau et la souvent maudite 'Maud' (nom de code pour 'Londres') ait pu s'établir un véritable dialogue démocratique, dans lequel le gouvernement et l'agent de renseignement se parlent d'égal à égal, alors que ce dernier n'a (pas encore) de statut officiel. Les rapports très critiques, parfois aussi empreints d'humour, de William Ugeux en font foi. Cela me semble assez remarquable dans un pays qui, en 1940, était encore fort hiérarchisé. Il est vrai que la crise politico-financière des années 30 n'était pas de nature à rendre la jeune démocratie plus populaire.

On peut se poser la question de savoir si ce dialogue a contribué à la démocratisation de la société d'après guerre. La réponse n'est pas évidente. Il est vrai que William Ugeux, chef de Zéro et directeur général à la Sûreté de l'État à Londres à partir de 1943, est parmi les co-fondateurs de l'UDB, éphémère parti travailliste issu de la Résistance. Parmi les autres fondateurs, on trouve le ministre Antoine Delfosse (responsable de la Sûreté en tant que ministre de la Justice) et d'autres anciens

agents de renseignement comme Albert Hachez et Marc Delforge, tous deux de Zéro. À signaler aussi que William Ugeux a largement contribué à la décision du gouvernement exilé d'accorder au Parti communiste une place au sein de la communauté nationale, alors qu'avant la guerre, il était souvent considéré comme un ennemi intérieur. Dans ce contexte, je voudrais exprimer le souhait qu'un jour un chercheur publie une analyse détaillée du comité Gilles qu'on peut considérer comme l'antenne officielle du gouvernement exilé. Ce comité, à la base duquel on trouve entre autres le ministre Delfosse, était en effet le canal privilégié du gouvernement pour communiquer au 'terrain' des directives politiques au sens large du mot. Il a, par exemple, joué un rôle crucial dans la réalisation d'une mission de la plus haute importance politique, la mission De Kinder, par laquelle le gouvernement a tenté une dernière fois de rétablir le contact avec le Roi.

Si l'étude d'Emmanuel Debruyne est très complète, quelques terrains de recherche restent tout de même à creuser. Il sera d'ailleurs, je crois, le premier à partager cette idée. Je pense en premier lieu à l'ensemble des réseaux relativement petits que l'on appelle les réseaux belges de France. Leur existence a été cruciale pour les liaisons avec Londres, notamment en matière de transmission du courrier et, subsidiairement, aussi de 'colis', c'est-à-dire de personnes qui voulaient gagner l'Angleterre. Comme le propos de Debruyne n'était pas de dresser un tableau analytique des réseaux, il mentionne cet ensemble sans insister sur son fonctionnement. Or, même si Jean Fosty a partiellement déblayé le terrain en

publiant un premier article sur ces réseaux, basé déjà sur les archives de la Sûreté, il reste encore beaucoup de travail à faire, et pas seulement sur le plan purement descriptif<sup>5</sup>. En effet, le fonctionnement de ces petits réseaux (Sabot, Delbo-Phénix et quelques autres) dépendait beaucoup du niveau de tolérance qu'ils pouvaient obtenir des services français. C'est un aspect qui n'a pas encore été étudié, mais sur lequel on pourrait retrouver des données dans les archives conservées des services français, notamment dans celles restituées par l'URSS vers 1990. De plus, comme ces réseaux s'appuyaient aussi en partie sur ce qui restait des représentations diplomatiques belges en France, les archives des Affaires étrangères pourraient également être éclairantes.

Dans le même contexte, on pourrait entreprendre une étude approfondie des antennes de la Sûreté dans des pays neutres comme le Portugal, l'Espagne, la Suisse et la Suède. Les documents à ce sujet ne manquent pas. Debruyne les situe très correctement dans le système de la Sûreté, et une étude détaillée ne changerait probablement pas grand chose à son analyse. Mais elle pourrait éclairer la façon dont un service (la Sûreté) d'un gouvernement en exil ayant choisi le camp des Britanniques, a pu, ou à certaines occasions n'a pas pu développer des initiatives clandestines

dans ces pays neutres. Là aussi, étant donné que les antennes belges étaient souvent camouflées dans des services diplomatiques ou consulaires, les archives des Affaires étrangères pourraient être utiles.

Il me reste à signaler quelques petites fautes. La première m'a tout de suite sauté aux yeux. Il est écrit, au dos de l'ouvrage, que la photo de couverture représente la baronne de Heusch (Anne-Marie van den Bosch, chef de secteur dans le service Marc sous le nom de Mercure). Loin de moi l'idée que la baronne de Heusch ne mérite pas une telle faveur, car son travail pour Luc-Marc a été énorme. Mais à toute dame tout honneur : la photo représente une autre femme du même service dont les mérites sont également très grands, même si elle est toujours restée dans l'ombre. Il s'agit d'Élisabeth Jacobs, l'épouse d'Henri de Saedeleer, connue dans le service sous le nom d'Elzeke. Elle joua un rôle important dans la confection hebdomadaire du courrier, une activité qui non seulement mettait les nerfs à rude épreuve mais présentait aussi des dangers. L'erreur, que l'auteur reconnaît volontiers, est due à la présence de la photo d'Elzeke dans une enveloppe portant le nom de 'Mercure'<sup>6</sup>.

J'ai repéré une autre petite coquille qui n'enlève rien à la valeur du récit dont elle est tirée. Dans le texte que l'auteur

5 JEAN FOSTY, "Les réseaux belges en France", in *Cahiers d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 2, 1972, p. 79-111.

6 Il existe une autre photo d'Elzeke, assez émouvante, réalisée le 2 septembre 1944, très probablement par son mari Henri de Saedeleer, à la veille donc de la libération de Bruxelles. On la voit, assise devant la même machine à écrire que celle de la couverture du livre, dévouée jusqu'au bout, en train de paginer le dernier courrier de Marc dans le PC du service à Boitsfort. Par la force des choses, ce courrier n'a plus été envoyé vers la Grande-Bretagne par les canaux habituels.

consacre à la répression allemande (p. 76-103), il introduit, à juste titre, le sigle 'V-Mann' (*Vertrauensmann*) pour désigner les agents du contre-espionnage allemand désireux à tout prix d'arrêter des agents pro-alliés. Or, le pluriel de 'V-Mann' ('V-Leute') est utilisé à tort à plusieurs reprises pour désigner une seule personne. La répression allemande est d'ailleurs un sujet qui à lui seul mériterait une étude approfondie. Nous disposons du livre que Gabriel Verbeke a consacré au fameux Prosper Dezitter, mais le sujet vaut une approche plus globale et scientifique<sup>7</sup>. Il n'est pas sans importance, par exemple, de constater qu'un grand réseau comme Luc-Marc a, trois fois de suite (1941-1942-1943), été victime de dénonciations obtenues de trois personnes qui avaient été, auparavant, eux-mêmes des agents du réseau. Deux de ces agents ont agi de leur propre initiative. Il serait peut-être utile qu'un autre chercheur étudie de façon systématique les techniques précises utilisées par la police allemande, et, surtout, les imprudences commises par les agents eux-mêmes, du simple agent de base au chef de réseau.

Ceci dit, ces remarques ne remettent pas en cause la valeur de l'étude d'Emmanuel Debruyne : son entreprise peut être considérée comme incontournable pour quiconque veut étudier de manière scientifique et détachée les réseaux de renseignement belges en 1940-1944.

*Etienne Verhoeyen*

<sup>7</sup> GABRIEL VERBEKE, *De gewetenloze spion. Prosper Dezitter, de nummer één van de Duitse contraspionage*, Koksijde, De Klaproos, 1998.